

La fin des années 1980 a marqué une rupture, avec l'effondrement du bloc soviétique et le renforcement parallèle du libéralisme économique à l'échelle de la planète. L'ouverture d'un grand nombre de pays à l'économie de marché et l'accélération des échanges internationaux de biens et de capitaux rendent le processus qui en a découlé en partie comparable à la première mondialisation économique, entre le XIXe siècle et la Grande Guerre. La mondialisation contemporaine présente cependant un visage inédit par bien des aspects. Les hiérarchies entre les pays et entre les régions ont été bouleversées, qu'il s'agisse de leurs poids démographiques, économiques ou politiques, avec l'émergence successive des « tigres asiatiques », de la Chine, du Brésil, de l'Afrique du Sud ou de l'Inde sur la scène mondiale. Par ailleurs, les États ont vu leur pouvoir concurrencé par des entités privées, qu'elles relèvent du secteur de la production économique ou de celui des activités à but non lucratif. Une partie de ces entités possède une capacité d'action à l'échelle du monde, tout en intervenant dans les territoires locaux. L'ensemble de ces transformations est aussi lié aux révolutions technologiques des dernières décennies, qui ont modifié les conditions de circulation des personnes, des produits, des capitaux et des informations. Si une part croissante des échanges se fait aujourd'hui de façon virtuelle, la rapidité des transports, la baisse de leurs coûts et l'augmentation de leur fréquence ont également modifié les relations entre les pays, les institutions, les entreprises et les individus.

Dans cette mise en relation généralisée, certains espaces pourraient à première vue sembler peu impliqués : les régions du monde éloignées des grands centres de décision de la planète, les quartiers relégués aux confins des métropoles, les campagnes en voie de dépeuplement, et plus généralement tous les lieux qui étaient encore qualifiés, vers la fin du XXe siècle, de périphéries ou de marges. Cependant, affirmer que ces espaces n'ont qu'un rôle mineur dans cette effervescence apparaît de plus en plus comme une contre-vérité. Tout au contraire, les signes d'une intensification des mises en relation se multiplient. Il ne s'agit pas seulement d'impulsions venues de l'extérieur, aisément repérables par la présence des téléphones portables et d'Internet, des panneaux rédigés dans des langues étrangères qui accompagnent la construction de nouvelles infrastructures, ou encore des ensembles résidentiels qui poussent au milieu des champs. Des acteurs de plus en plus nombreux pensent aujourd'hui leurs projets depuis ces périphéries, que celles-ci soient le centre de leur action ou l'un des lieux qu'ils privilégient dans des stratégies de type réticulaire. Si certains profitent, assez classiquement, de l'éloignement pour rester hors de la vue des autorités, d'autres renégocient leur situation dans la mondialisation : ils s'appuient sur l'ancienneté de leur présence et la spécificité de leurs valeurs culturelles pour revendiquer des droits particuliers ou leur autonomie, se proposent d'exploiter des ressources nouvelles, liées à des territoires singuliers et longtemps ignorés, ou dessinent de nouvelles centralités aux bords des voies de communication que développe la mondialisation. Tous construisent de nouveaux lieux de pouvoir économique et politique, à plus ou moins grande distance des capitales nationales et des grandes agglomérations, mais non sans établir des liens avec le reste du monde.

Les relations nouvelles des espaces périphériques avec d'autres lieux, les flux de toutes natures que ces relations déclenchent, les stratégies des acteurs qui sont au centre de ces dynamiques, les territoires institutionnels, politiques ou identitaires que construisent ou renforcent ces reconfigurations et les dissymétries sociales et économiques qu'elles génèrent ou reproduisent, ont fait l'objet d'un programme collectif de recherche, Périmarge : « Périphéries, marges : interpréter les relations aux centres dans la mondialisation », financé par l'ANR sur l'appel « Métamorphoses des sociétés : Inégalité-Inégalités ». En partant d'un modèle proposé au début des années 1980 par le géographe Alain Reynaud, cette équipe s'est intéressée aux changements qu'introduisent les nouvelles configurations de l'espace mondial, grâce à des études de cas situées dans les périphéries d'ensembles nationaux ou d'agglomérations, en Afrique et en Amérique latine. Elle souhaite aujourd'hui échanger sur ses méthodes et sur ses résultats avec des membres de la communauté scientifique qui, par d'autres chemins, ont également abordé l'analyse des relations entre des lieux diversement situés dans la nouvelle organisation spatiale du monde, en mettant en lumière le rôle des périphéries.

Le colloque « Nouveaux flux, nouvelles relations entre les lieux : les espaces périphériques dans la mondialisation » s'articulera autour de questions méthodologiques, thématiques, théoriques et pratiques. Les propositions peuvent s'inscrire dans ces différents champs, à partir de cas situés dans les Nord et dans les Suds. Elles pourront provenir de toutes les disciplines des sciences sociales, pour alimenter la réflexion sur les flux vers et à partir des espaces périphériques, sur les relations que ces flux traduisent et sur leur rôle dans les évolutions du monde contemporain.

Les sessions s'organiseront autour des questions de recherche suivantes :

Identifier et analyser les flux et relations

La reconfiguration des relations des périphéries avec différents lieux proches ou distants s'appuie sur des flux de toutes sortes (personnes, capitaux, produits, normes et informations) qui sont construits par une diversité d'acteurs. Leur identification, leur saisie et leur analyse posent un défi méthodologique. Comment les capter, les nommer, les collecter et interpréter leurs caractéristiques spatiales et temporelles ? Peut-on démontrer l'hypothèse d'une intensification croissante du rôle des périphéries dans les flux et relations du monde contemporain ? Les communications pourront s'appuyer sur des données de toutes natures (observations de terrain, enquêtes, entretiens, données massives...) et proposer des méthodes d'analyse relevant de la modélisation, de la comparaison, de la quantification et d'approches réflexives.

Repenser les échelles dans la mondialisation

Dans la mondialisation, les flux ne circulent plus seulement d'un centre à une périphérie dans le cadre d'un espace circonscrit (territoire national, zone économique, etc.), ni même entre des espaces, nationaux, régionaux et locaux, définis par des catégories scalaires rigides. Non seulement les flux traversent les échelles, mais les échelles elles-mêmes doivent être envisagées comme des catégories spatiales dynamiques construites par les acteurs. Ces échelles définissent des espaces d'action autant que des hiérarchies socio-spatiales, tous deux évolutifs. Les communications pourront aborder la construction des échelles par les acteurs à l'origine des flux ou encore les alternatives à l'utilisation de catégories scalaires préétablies pour mener à bien l'analyse.

Réexaminer la question des inégalités socio-spatiales

La recomposition des relations entre les périphéries et d'autres espaces a des conséquences sur les processus de différenciation socio-spatiale. Comment les flux créés participent-ils à l'émergence de dynamiques économiques ou démographiques singulières ? Comment les nouvelles relations accroissent-elles ou atténuent-elles les différences entre les espaces et entre les individus qui les habitent, les utilisent ou les contrôlent ? Comment imposent-elles de nouvelles formes d'inégalités, liées à leur diversification croissante ? Les communications pourront décrire les évolutions qui se produisent. Elles pourront aussi aborder les mutations des critères utilisés pour appréhender les inégalités, à partir de la circulation de nouveaux modèles et normes.

Questionner la catégorisation des espaces périphériques

Les notions de périphérie ou de marge sont mises à mal par la mondialisation. La capacité d'acteurs de toutes natures mais aussi de toutes origines à interagir à l'échelle de la planète est avérée. La relation privilégiée d'une périphérie avec un seul centre mérite d'être questionnée. Les espaces périphériques « mondialisés » ne seraient-ils pas plus fortement connectés à de lieux lointains qu'à leurs capitales nationales ? Et dans ce cas, la notion de périphérie, pensée comme un ensemble placé sous la dépendance d'un seul centre, est-elle toujours pertinente ?

Les communications pourront répondre à ces questions à partir d'études de cas. Elles pourront proposer des catégories nouvelles pour désigner ces espaces dont l'étude amène les chercheurs à réinterroger les relations de pouvoir et les trajectoires.

Interroger la reconfiguration de l'action de l'État

Le rôle de l'État et la rémanence des territoires nationaux font partie des enjeux de la mondialisation contemporaine. Certains auteurs ont vu dans l'accélération des flux les prémises de phénomènes de déterritorialisation. D'autres analyses ont plutôt insisté sur la transformation de l'État, la modification du pouvoir et de sa projection dans l'espace. Dans le prolongement de ces débats, les communications pourront s'interroger sur la façon dont l'État organise son action dans des espaces périphériques caractérisés jusqu'alors par sa faible présence. Elles pourront explorer les nouvelles formes de ses liens avec des entités privées et avec un secteur public qui s'est diversifié à travers les processus de décentralisation, de participation citoyenne et de prise en compte, plus ou moins importante selon les pays, des autorités coutumières.

Utiliser l'analyse des relations pour anticiper difficultés et conflits

Les liens de plus en plus intenses et complexes entre les différents espaces et acteurs débouchent souvent sur des conflits, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de l'accès aux ressources. Ce constat nous invite à réfléchir à notre éventuel engagement dans une géographie appliquée. Comment l'analyse des relations et des flux peut-elle être diffusée et partagée ? Les recherches peuvent-elles aboutir à la constitution de nouveaux outils au service des sociétés, afin de nourrir leur réflexion sur leur situation ? Les collectivités locales peuvent-elles s'approprier les analyses des chercheurs pour enrichir leurs diagnostics territoriaux, en intégrant à ceux-ci les relations de leurs territoires à d'autres espaces et d'autres acteurs, afin d'anticiper les évolutions à venir?

Envoi des propositions

Résumé d'une page (3000 signes maximum) à envoyer à l'adresse colloque.perimarge2016@gmail.com, en précisant la session envisagée.

Les participants disposeront de 20 minutes d'intervention, suivies de 10 minutes de débat.

Les propositions sont attendues avant le 14 juin 2016.

L'inscription au colloque est gratuite

Organisation

IRD Bondy et Institut de Géographie de Paris

Comité d'organisation

Nicole Bernex (PUCP, Lima)
Jean-Louis Chaléard (U. Paris 1)
Françoise Duraffour (CNRS)
Pauline Gluski (IRD)
Adjoba Marthe Koffi-Didia (UFHB, Abidjan)
Anaïs Marshall (U. Paris 13)
Évelyne Mesclier (IRD)
Laetitia Perrier-Bruslé (U. de Lorraine)
Marc Piroux (Cirad)
Marie Piron (IRD)
Jean-François Valette (CNRS)

Comité scientifique

Anne-Laure Amilhat-Szary (U. Grenoble Alpes)
Denis Gautier (Cirad)
Pierre Gautreau (U. Paris 1)
Bertha Gozalvez (UMSA, La Paz)
Alicia Huamantínco (UNMSM, Lima)
Éric Léonard (IRD)
Jérôme Lombard (IRD)
Géraud Magrin (U. Paris 1)
Pascale Metzger (IRD)
Olivier Ninot (CNRS)
Pape Sakho (UCAD)
Alexis Sierra (U. Cergy-Pontoise)
Aquiles Simões (UFPA, Belém)
Jean-Philippe Tonneau (Cirad)